

N° AP 23/153

A R R E T E

ARRETE INSTITUANT LA PROCEDURE DE SIGNALEMENT DES ACTES DE VIOLENCE, DE DISCRIMINATION, DE HARCÈLEMENT ET D'AGISSEMENTS SEXISTES

Le Président de la Métropole

VU le décret n°2017-1759 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Fonction Publique, notamment l'article L. 135-6,

VU le décret n° 2020-256 du 13 mars 2020 relatif au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique,

VU l'avis favorable du Comité Social Territorial sur le dispositif proposé, émis lors de la séance du 23 juin 2023,

CONSIDERANT que les administrations publiques doivent mettre en place un dispositif de signalement ayant pour objet de recueillir les signalements des agents qui s'estiment victimes d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes et de les orienter vers les autorités compétentes en matière d'accompagnement, de soutien et de protection des victimes et de traitement des faits signalés,

A R R E T E

ARTICLE 1

Un dispositif de recueil des signalements des agents qui s'estiment victimes d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes est instauré.

Toute personne employée par la Métropole TPM, quel que soit son statut, peut signaler des actes de violence, de discrimination de harcèlement sexuel ou moral et d'agissements sexistes.

L'auteur du signalement peut être la victime ou un témoin des faits.

Il n'est pas nécessaire qu'il y ait une relation hiérarchique entre l'auteur présumé des faits et la victime.

ARTICLE 2

Les signalements seront obligatoirement adressés à la sous-direction prévention santé au travail par écrit, par lettre recommandée avec accusé de réception ou déposés directement auprès de ce service (Hôtel métropolitain – 6ème étage).

Pour garantir la confidentialité du signalement, celui-ci ainsi que l'ensemble des documents justificatifs seront adressés à la sous-direction prévention santé au travail, selon le principe de la double enveloppe, à savoir :

- Sur l'enveloppe extérieure figurera l'adresse d'expédition :
« Sous-direction prévention santé au travail, personnel et confidentiel – 6ème étage
Hôtel de La Métropole TPM – 107 boulevard Henri Fabre – CS30536 –
83041 TOULON CEDEX 9 »,
- Sur l'enveloppe intérieure figurera exclusivement la mention suivante :
« CONFIDENTIEL – Signalement actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissement sexistes EFFECTUE LE (date d'envoi) ».

Pour garantir à nouveau la confidentialité des échanges, tous les courriers ou documents adressés par la suite à ce même service devront suivre la même procédure de double enveloppe.

L'auteur du signalement qu'il soit victime ou témoin, devra fournir les faits ainsi que, s'il en dispose, les informations ou documents, quels que soient leurs formes ou leurs supports, de nature à étayer son signalement.

L'auteur du signalement devra également fournir les coordonnées ou tout élément permettant, le cas échéant, un échange avec la sous-direction prévention santé au travail.

A réception du signalement, la sous-direction prévention santé au travail informe, au plus tard dans les 10 jours calendaires qui suivent la réception du signalement, l'agent auteur du signalement de la bonne réception de celui-ci et des garanties de confidentialité dont il bénéficie.

Il l'informe également des délais dans lequel son signalement sera étudié et des moyens d'information et délais prévisibles par lesquels il sera informé des suites données à son signalement. Il l'informe enfin qu'il n'y aura pas de traitement informatisé de ces données.

Dans un premier temps, la recevabilité du signalement, au regard de sa définition légale, est examinée par la « cellule signalement », composée de deux personnes et comprenant :

- Un représentant de la sous-direction prévention santé au travail,
- Un juriste de la direction des affaires juridiques.

Les membres de la « cellule signalement » sont, par leurs fonctions, soumis au secret professionnel. Ils seront chargés si cela s'avère opportun, de rendre anonyme le signalement en vue de sa transmission ultérieure.

Les membres de la « cellule signalement » seront également en charge de la circulation des informations entre les acteurs concernés et de l'articulation des réponses à donner entre les différents canaux de signalement.

Si le signalement est recevable, la sous-direction prévention santé au travail :

- Informe l'auteur du signalement de la suite donnée,
- Prend attache, lorsque cela est nécessaire et adapté, et uniquement avec le consentement de l'auteur du signalement, avec la hiérarchie pour l'informer de la situation, notamment pour faire cesser au plus vite la situation.

Si le signalement n'est pas recevable, la sous-direction prévention santé au travail informe l'auteur du signalement de la suite donnée et des motifs de la non-recevabilité et l'oriente, le cas échéant.

Tous les éléments constitutifs du dossier de signalement de nature à permettre l'identification de son auteur et des personnes visées par celle-ci seront détruits par la sous-direction prévention santé au travail, lorsqu'aucune suite n'aura été donnée, sous un délai maximum de 2 mois à compter de la clôture de l'ensemble des opérations de recevabilité ou de vérification.

Dans un second temps, si le traitement est recevable, il sera étudié par la « cellule signalement ».

ARTICLE 3

L'orientation des agents s'estimant victimes de tels actes ou agissements vers les services et professionnels compétents pour assurer leur accompagnement et soutien.

Il sera proposé à la personne s'estimant victime, dans un cadre garantissant son anonymat, un entretien avec au moins un binôme d'agents de la sous-direction prévention santé au travail. L'objectif de cet entretien sera d'informer la personne s'estimant victime de ses droits, des procédures et des suites possibles, et de l'orienter vers des professionnels qui pourront lui proposer un accompagnement médical, psychologique et juridique.

Si nécessaire, un entretien pourra également être proposé à l'auteur du signalement (si ce n'est pas la victime), à l'auteur présumé des faits, à un témoin.

Dans le cas où la personne s'estimant victime refuse un tel entretien, il lui sera transmis, par tous moyens appropriés, des informations concernant ses droits, les procédures et les suites possibles, ainsi que les coordonnées des professionnels susceptibles de l'accompagner.

ARTICLE 4

L'orientation vers les autorités compétentes pour prendre toute mesure de protection fonctionnelle appropriée et assurer le traitement des faits signalés.

Une enquête administrative sera mise en place si cela est nécessaire.

Cette enquête administrative sera menée par la direction des ressources humaines qui aura la charge de mener des entretiens pour recueillir les témoignages de toutes les parties impliquées de près ou de loin. Les entretiens seront menés par au moins :

- Un représentant de la sous-direction prévention santé au travail,
- Un juriste de la direction des affaires juridiques.

A l'issue de cette enquête un rapport sera communiqué au Directeur Général des Services sous couvert du Directeur Général Adjoint Secrétariat Général.

Si cela est nécessaire des mesures conservatoires pourront être prises pour faire cesser les faits, et des procédures disciplinaires pourront être engagées.

La personne s'estimant victime pourra être orientée vers les autorités judiciaires. Elle sera, dans ce cas, orientée vers la direction des affaires juridiques pour effectuer une demande de protection fonctionnelle.

ARTICLE 5

L'ensemble des agents sera informé de la mise en place de cette procédure par une note de Madame Le Directeur Général des Services qui sera mise en ligne sur le Bureau Numérique.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera affiché et publié au recueil des actes administratifs.

ARTICLE 7

Madame Le Directeur Général des Services de la Métropole Toulon Provence Méditerranée est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à Monsieur Le Préfet du Département du Var.

Le Président : - certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet Acte.
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

Signature :

Fait à Toulon, le **31 AOUT 2023**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

